



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-512**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société HGCT pour ses activités sur l'usine  
H1 qu'elle exploite à Bournezeau  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 21-DRCTAJ-1-314 du 31 mai 2021 autorisant la société HOFFMAN GREEN CIMENT TECHNOLOGIE (HGCT) à exploiter une unité de fabrication de « ciment bas carbone » sur la commune de Bournezeau notamment ses articles 8.4.2 et 8.4.3 concernant les moyens de défense incendie et les moyens de confinement des eaux d'extinction ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 4 avril 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et laissant un délai de 15 jours à l'exploitant pour faire part au préfet de ses remarques sur le projet d'arrêté ;

**VU** le problème de distribution signalé par l'exploitant et sa réception au 14 avril 2022 du rapport de l'inspection susmentionné ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 27 avril 2022 pendant la période contradictoire de 15 jours susmentionnée ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 28 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'absence de mise en place de la bâche incendie de 600 m<sup>3</sup> prévue à l'article 8.4.2 de l'arrêté d'autorisation susmentionné pour assurer les moyens de défense incendie du site H1 ;
- l'absence du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 842 m<sup>3</sup> prévue à l'article 8.4.3 de l'arrêté d'autorisation susmentionné sur le site H1 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.4.2 et 8.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que l'exploitant transmet dans son courrier du 27 avril 2022 :

- le devis signé pour la commande de la bâche incendie et une photographie indiquant la finalisation des travaux de terrassement de la plate-forme de la bâche incendie ;
- le devis signé pour les travaux de rehaussement du bassin de confinement des eaux d'extinction.

**Considérant** que l'exploitant dans son courrier indique la mise en place de ces deux dispositifs pour le courant mai 2022 pour une mise en service fin mai 2022 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HGCT de respecter les prescriptions dispositions des articles 8.4.2 et 8.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### **Article 1.      Identification**

La société HGCT sise sur le Vendéopôle Vendée Centre sur la commune de Bournezeau est mise en demeure de respecter, pour son usine H1, les dispositions d'exploitation reprises à l'article 2 du présent arrêté dans le délai mentionné à l'article 3 du présent arrêté.

### **Article 2.      Objet de la mise en demeure**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 21-DRCTAJ-1-314 du 31 mai 2021 susvisé :

➤ Article 8.4.2 - §3 :

« Les moyens d'extinction extérieurs identifiés dans l'étude de danger sont les suivants :

- une bâche de 600 m<sup>3</sup>,

[...] »

➤ Article 8.4.3 - §1 :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, sont confinés dans un bassin d'orage d'une capacité minimum de 842 m<sup>3</sup>. »

### **Article 3.      Délai de retour à la conformité**

Le retour à la conformité pour les deux prescriptions mentionnées à l'article 2 est fixé au 31 mai 2022.

### **Article 4.      Respect de la mise en demeure**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées ci-dessus.

### **Article 5.      Dispositions pénales**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 3, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 6.      Dispositions administratives**

#### **Article 6.1.      Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 6.2. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'implantation et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (bureau de l'environnement – section installations classées).

## **Article 6.3. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société HGCT, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **09 MAI 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Amé TAGAND**



